

## COMITÉ PROVISOIRE POUR LA LIBÉRATION DE BENCHICOU

## Rassemblement le 5 octobre

*C'est demain que le bureau issu de l'assemblée générale constitutive du Comité pour la libération de Mohamed Benchicou, doit se réunir pour arrêter son programme d'action. La décision a été prise lors de l'assemblée générale qui s'est tenue jeudi dernier à la Maison de la presse Tahar-Djaout.*

Saïda Azzouz - Alger (Le Soir) - Issu d'une assemblée générale de plus d'une centaine de personnes, le comité composé de quinze membres devra trancher demain la question de la dénomination du comité. "On souhaiterait une dénomination plus large, car le combat pour la libération de Mohamed Benchicou est tout simplement celui des libertés. Il ne faudrait donc pas dissocier le cas de Mohamed de celui de Hafnaoui Ghoul et des détenus du mouvement citoyen du nord et du sud du pays" estime un membre de l'assemblée générale qui propose comme dénomination : "Comité pour les libertés". Il

principe sur lequel tous ceux qui ont répondu favorablement à l'appel du comité adhèrent. Une conviction qui a alimenté l'essentiel des discussions de ceux qui jeudi dernier, alors que Mohamed Benchicou vivait son 108<sup>e</sup> jour d'incarcération sont venus manifester leur solidarité avec les journalistes détenus.

Beaucoup ont été contraints de rester à l'extérieur de la salle des conférences de la Maison de la presse Tahar-Djaout. Une salle qui s'est révélée trop exiguë pour contenir les inconditionnels de la liberté de la presse et ceux qui continuent à dire que l'incarcération de Mohamed Benchicou est "un règlement de comptes". Une certitude qui sera réitérée mardi prochain à l'occasion du 5 octobre. Un rassemblement est prévu à la Maison de la

presse et une gerbe de fleurs sera déposée à la mémoire des journalistes assassinés par les terroristes islamistes, plus précisément à l'endroit où a été déposée la bombe qui, en avril 1996, a soufflé le siège du *Soir d'Algérie*. Cette action, nous dira Youcef Rezzoug rédacteur en chef du journal *Le Matin* - suspendu depuis le 24 juillet dernier - et membre du comité "et la première d'une série d'activités qui vont être entreprises pour la libération de Mohamed Benchicou, de Hafnaoui Ghoul et des détenus du mouvement citoyen".

Pour rappel, Mohamed Benchicou est incarcéré à la prison d'El-Harrach depuis le 14 juin dernier, Hafnaoui Ghoul depuis le 24 mai 2004, les deux étaient fortement présents jeudi dernier à la Maison de la presse Tahar-Djaout.

S. A.

LASKRI CONFIRMÉ AU POSTE DE PREMIER  
SECRÉTAIRE DU FFS«J'exige une discipline rigoureuse  
dans la liberté militante»

*C'est sans surprise que M. Laskri a été confirmé au poste de premier secrétaire du Front des forces socialistes. La session extraordinaire du conseil national s'est déroulée sans heurts. Dans un message adressé aux membres du conseil national, Aït Ahmed a fait savoir qu'il désignait Laskri car : «Il est temps de compléter les instances dirigeantes du parti». En usant de son droit, le leader du FFS espère mettre fin à une crise interne qui s'était soldée par le départ de Bouhadeb. Le nouveau secrétaire avertit : «Aucune entrave à la discipline ne sera tolérée à l'avenir...»*

Jeudi au siège national du parti, tous les anciens premiers secrétaires étaient présents. Ils ont tenu à faire savoir qu'ils étaient tous là pour «soutenir» le nouveau premier secrétaire désigné. Officiellement, la discipline partisane a pris le dessus sur les différends qui auraient pu surgir par le passé. Tenue à huis clos, la session extraordinaire n'aura duré que quelques

heures, le temps de la lecture du court message du président et l'installation officielle de M. Laskri. Ce dernier a, dans une intervention, fait savoir que les cadres et militants devront «impérativement se consacrer avec patience, avec ferveur et avec passion à se réorganiser, se redéployer et se moderniser». Le nouveau premier secrétaire avertit cependant qu'aucune entrave à la discipline ne sera tolérée. «J'exige une discipline rigoureuse dans la liberté militante».

En d'autres termes, les débattages de ce qui se passe à l'intérieur du parti ne seront plus acceptés. Laskri estime en effet que la priorité est ailleurs et compte s'atteler à remettre le parti sur les rails. «Il était impératif et salutaire que le parti se réorganise et s'adapte aux mutations et aux attentes d'aujourd'hui et de demain», a-t-il dit avant d'expliquer que «le FFS s'y est déjà employé notamment à travers le premier audit national en 2000 et compte poursuivre son travail dans les échéances à venir. Collectivement, nous nous devons renouer avec l'éthique et la civilité dans la pratique politique au sein de nos struc-

tures et renouer avec les vertus du débat contradictoire dans la sérénité». Le premier secrétaire national du Front des forces socialistes estime que «les entreprises de diabolisation doivent être dénoncées, condamnées, voire sanctionnées par chacune, chacun, tous et toutes, en tous lieux et à tous les niveaux». A peine, intronisé, M. Laskri a tracé la nouvelle ligne de conduite que devront épouser l'ensemble des cadres et militants : une discipline sans faille afin de préserver l'unité du parti. Il leur est à cet égard demandé que «le lien dialectique entre libre débat et discipline militante doit être sans cesse présent dans nos esprits et nos actes. Nous nous devons d'élever les niveaux des débats pour être à la hauteur de nos responsabilités devant les Algériennes et les Algériens. Nos espérances sont intactes et notre résolution est entière. Avec nos amis politiques, nous trouverons des voies et moyens afin de déjouer les complots, préserver notre parti et impulser des actions politiques opérationnelles». Un message on ne peut plus clair...

Nawal Imès

## CADC

## Une nouvelle restructuration imposée par la conjoncture

*Attendu comme une véritable amorce pour le fonctionnement du mouvement, le document de réflexion perçu comme un acte de refondation aux portées "objectives" pour l'avenir des structures des arouch, très peu enclines, jusque-là, pour imposer de nouvelles stratégies, a été finalement adopté par les 31 coordinations présentes, hier, au conclave de la CADC, tenu à Tizi-Rached.*

J. L. Hassani - Tizi-Ouzou (Le Soir) - Bien que nécessitant quelques "retouches" tout en préservant les grands axes liés au devenir du mouvement et surtout au nouveau mode de fonctionnement des structures "imposées par la conjoncture" préconisant la mise en place d'une structure permanente de l'interwilayas, difficilement consentie par certains délégués, point, d'ailleurs qui a focalisé longuement les débats.

Nouveau mode d'organisation, nouveau jargon installé dans l'univers des arouch, cette structure permanente, un conseil de wilaya avec sa composante tournante constitué des présidences de wilaya, renforcée des délégués membres de la commission-conseil et suivi de chaque wilaya, a donné lieu à beaucoup plus de remous, des interwilayas quant à son institution. S'il est vu d'un certain angle comme "une urgence", une "néces-

sité" pour recadrer le mouvement, les rédacteurs rappellent le devoir de force de protestation et de proposition pour le mouvement qui s'inscrit dans la durée. Conscients des effets engendrés par l'après-8 avril, les coordinations affiliées à la CADC relèvent dans leur nouvelle réflexion qu'elles sont de véritables cibles du rouleau compresseur qui a réussi à normaliser et à atomiser toutes les organisations sociales ou politiques, ou du moins de ce qu'il en reste après "l'effet 85%". L'avant-projet portant réflexion sur la poursuite du combat et qui est soumis pour son amendement, se distingue des autres documents, une pléthore d'ailleurs, rendus publics depuis l'arrivée des arouch dans le microcosme politique algé-

rien. Pour remédier aux manquements constatés depuis sa création, l'avant-projet qui distingue les questions d'urgence de celles qui seront élucidées dans le temps, à long terme, dans le cadre de sa mise en œuvre, préconise, en outre, de retourner à la case départ pour "redynamiser le mouvement et repartir sur de bonnes bases. Il reste maintenant comment soumettre la nouvelle réflexion à un groupe social entrecoupe à "cette base" désarticulée et dont la nouvelle conjoncture impose une "mutation structurelle" du mouvement. Cela étant, s'il est irrévérablement admis que la structure des arouch, du moins en ce qui concerne les coordinations affiliées à la CADC de Tizi-Ouzou, a opté défini-

tivement pour ce nouveau schéma organisationnel, il reste l'avis et l'aval de l'instance suprême du mouvement, l'interwilayas qui n'a jusqu'à présent pas soufflé mot sur la nouvelle "restructuration imposée".

S'agissant de l'élargissement du mouvement, le document a jeté d'un clin d'œil à tous les délégués dissidents, fatigués ou déçus des stratégies mises en place jusque-là par le mouvement. Sur ce point, il est recommandé de traiter du cas par cas, en distinguant entre les sanctionnés et ceux qui ont respecté la ligne directrice des positions du mouvement. A l'unanimité, les coordinations proposent la réintégration de tous les délégués qui ont observé la neutralité.

J. L. H.

POUR FAIRE FACE À LA  
HAUSSE SPECTACULAIRE  
DE LA VIANDE LOCALEL'importation de la  
viande fraîche autorisée

A compter de la semaine prochaine, l'Algérie importera de la viande rouge fraîche, a indiqué le ministre de l'Agriculture, M. Saïd Barkat, lors d'un point de presse animé en marge de la célébration de la Journée nationale de la vulgarisation. Pour le ministre de l'Agriculture, cette opération vise à infléchir les prix de la viande en prévision du mois de Ramadhan.

Ainsi, il dira que "nos concitoyens vont consommer de la viande saine (hallal) importée des pays du Bassin méditerranéen et que cette décision a été prise suite à la hausse effarante des prix des viandes rouges. "Selon la même source, cette mesure vise à briser l'augmentation "spectaculaire des prix des viandes rouges" à la veille du mois sacré et de se mettre en concurrence avec les producteurs locaux qui "devraient s'adapter avec cette situation", a encore ajouté le ministre de l'Agriculture. Selon une autre source, la viande en question sera importée notamment de France, d'Italie et d'Espagne et sera embarquée vers l'Algérie dans des containers ou remorques réfrigérées. Saïd Barkat évacue ainsi, l'idée de l'importation de la viande congelée, très souvent importée des pays d'Amérique latine comme l'Argentine, le Paraguay et le Mexique.

A noter que l'éloignement de ces pays fait que la viande ne peut être acheminée en Algérie que congelée. Il est à noter que les prix de la viande rouge, à deux semaines du mois sacré du Ramadhan, oscillent entre les 800 et 1.000 DA le kilogramme. Mais le phénomène de la hausse du prix des viandes rouges ne date pas d'aujourd'hui. Les prix se sont envolés depuis plus d'une année, poussant ainsi le consommateur à ne consommer que la viande congelée. A ce titre, il est à signaler que le Centre national d'informations et des statistiques (CNIS) des douanes indique que durant l'année 2003, plus de 41 000 tonnes de viandes congelées d'une valeur de près de 88 millions de dollars US ont été importées. Les quantités introduites en 2002 n'ont, en revanche, pas dépassé les 18 000 tonnes, soit un montant global de plus de 35 millions de dollars US.

La viande bovine, désossée, congelée, se taille la part du lion, selon les statistiques du CNIS, avec plus de 38 000 tonnes importées, estimées à plus de 81 millions de dollars US. Selon des sources, cette hausse inattendue du prix de la viande fraîche trouve son origine dans le dysfonctionnement des circuits de distribution mais surtout dans l'absence de l'Etat en tant qu'acteur régulateur. A ce sujet, on indique que les spécialistes s'accordent à dire que dans tout marché ouvert, il faut diversifier l'offre. Il faut qu'il y ait toutes sortes de viandes. Il y a lieu de souligner, toutefois, que les prix des viandes sont, conformément à la loi, libres, mais pas l'organisation du marché qui relève de la compétence de l'Etat. Le dysfonctionnement dans les circuits de distribution fait qu'entre le prix à la source, celui du gros et celui du détail, l'écart est astronomique.

Abder Bettache